

Compte rendu

Ouvrage recensé :

MILLER, Robert (dir.). *Aid as Peacemaker. Canadian Development Assistance and Third World Conflicts*. Ottawa, Carleton University Press, 1992, 220 p.

par Claude Goulet

Études internationales, vol. 24, n° 4, 1993, p. 903-904.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703258ar>

DOI: 10.7202/703258ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ment, lorsque les conséquences de l'accroissement démographique sont évoquées, le néo-malthusianisme et l'alarmisme anti-nataliste sont justement fustigés; l'importance d'un développement durable préalable à toute politique de contrôle strict des naissances est soulignée; mais les conséquences, tout au moins au niveau local, de certains accroissements démographiques paraissent trop facilement niées. L'on pourrait multiplier ce type de critiques, mais elles ne sont certainement que d'importance secondaire et surtout sont matière à discussion. Pour terminer, il faut souhaiter à ce livre la même chose qu'à tous les livres d'une certaine importance: qu'il soit effectivement lu et non seulement fréquemment cité.

JOSÉ HAVET

Département de sociologie
Université d'Ottawa, Canada

MILLER, Robert (dir.). *Aid as Peacemaker. Canadian Development Assistance and Third World Conflicts*. Ottawa, Carleton University Press, 1992, 220 p.

L'aide publique au développement peut viser plusieurs fins. Alors qu'elle est souvent vue comme servant les intérêts stratégiques ou commerciaux des pays donateurs, les collaborateurs à cet ouvrage proposent de l'utiliser pour apaiser les conflits dans le tiers-monde. Ils cherchent à montrer comment les responsables de la politique canadienne d'aide au développement pourraient tenir compte des questions liées à la promotion de la paix dans leurs décisions. En introduction, Robert Miller décrit différents types de conflits de manière à mieux voir dans quel contexte l'aide

pourrait jouer un rôle pacificateur. Les trois parties suivantes servent donc à illustrer ce rôle sur cette base.

Dans une première partie, on retrouve quatre textes analysant les interventions canadiennes en matière d'aide au développement dans différents pays ou régions où sévissent des conflits relativement importants. Le chapitre rédigé par David Gillies se démarque dans la mesure où il montre comment, dans le cas du Sri Lanka, la question des droits de la personne a influencé le déroulement d'un projet d'aide. Dans les autres cas, l'Amérique centrale, l'Afrique australe et les Philippines, les auteurs se contentent de décrire le conflit en insistant sur certains détails et en négligeant de présenter un portrait global du comportement du gouvernement canadien, se limitant à n'en présenter que quelques aspects. Cela les amène à conclure que le Canada a joué un rôle modeste et donc, que son aide a été peu efficace pour résoudre les conflits. Or, on peut reprocher aux auteurs d'avoir ignoré d'autres instruments de politique étrangère comme, par exemple, les pressions diplomatiques et les sanctions commerciales.

La deuxième partie présente trois instruments par lesquels le Canada octroie de l'aide au développement, à savoir l'ACDI, les ONG et les Nations Unies. Le but est d'évaluer si les différents canaux d'assistance au développement sont appropriés pour faire face à des situations de conflits et pour promouvoir la paix. À cet égard, le chapitre rédigé par Gerald Schmitz est particulièrement intéressant. Il situe la politique de l'ACDI dans la perspective de la politique étrangère canadienne ce qui permet de mieux en

saisir les limites. Par contre, le chapitre sur les Nations Unies ne traite pas de l'aide au développement en tant que telle mais plutôt du rôle des forces de maintien de la paix. Quant au chapitre sur les ONG, il décrit plus l'administration des projets du SUCO qu'il n'analyse son rôle dans la promotion de la paix.

Dans la dernière partie, les auteurs présentent quatre types d'intervention dans les conflits dans le tiers-monde. Dans le chapitre sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, Andres Perez analyse les arguments à l'origine de sa création et suggère de lui octroyer certaines responsabilités dans la mise en œuvre de la politique étrangère canadienne. La description du projet de l'organisation *Days of Peace* respecte davantage le thème de l'ouvrage. Les auteurs montrent comment les trêves obtenues par l'ONG pour procéder à l'immunisation des enfants ont conduit les belligérants à négocier. Quant aux chapitres sur les programmes *Food for Guns* et *The Horn of Africa Project*, ils sont surtout descriptifs. Bien plus, ces deux derniers chapitres s'intéressent davantage aux organisations qui mettent de l'avant ces projets, respectivement Care et le Comité central mennonite, qu'aux programmes en tant que tels et à leurs conséquences sur les conflits.

L'absence d'unité entre les chapitres, qui est le lot de nombreux ouvrages collectifs, transparait d'ailleurs dans la conclusion. En fait, on y retrouve la principale faiblesse du livre, à savoir que les auteurs ne définissent pas clairement ce qu'ils entendent par aide au développement.

Cela est d'autant plus dommage que, en l'absence d'une telle définition, ils n'ont pu s'interroger sur le bien-fondé de ladite aide dans des pays ou régions touchés par des conflits. Par conséquent, l'ouvrage n'apporte guère d'innovations théoriques. Il s'adresse d'abord à ceux qui s'intéressent aux droits de la personne plutôt qu'aux spécialistes de la politique étrangère et de la politique d'aide au développement. Il n'en reste pas moins que les auteurs réussissent fort bien à illustrer les difficultés de lier le développement et la paix.

Claude GOULET

Étudiant au doctorat en science politique
Université Laval, Québec

ENVIRONNEMENT

HURRELL, Andrew and KINGSBURY, Benedict (dir.). *The International Politics of the Environment. Actors, Interests, and Institutions*. Oxford (Engl.), Oxford University Press, 1992, 506 p.

La diplomatie environnementale revêt aujourd'hui une dimension aussi impérative que celle, antérieure, plus traditionnelle, fondée sur les objectifs de paix et sécurité internationales. Toutefois, cette nouvelle forme de relations internationales, quoique utilisant les institutions et instruments traditionnels de la diplomatie, s'appuie sur une base instrumentale beaucoup plus large, qui inclut notamment les organisations non gouvernementales nationales et internationales, les organisations internationales à vocation économique, etc.

L'ouvrage de Hurrell *et al.* s'emploie à esquisser l'ensemble des tenants et aboutissants de ce nouvel